

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Production agricole : activer les PPP comme accélérateur de la transformation

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

FLAMBEE des prix des denrées alimentaires, constitution de stocks et limitation par les pays producteurs, les répercussions du conflit armée en Ukraine imposent un nouveau type de comportement au gouvernement : agir pour soutenir une production intérieure minimale comme stock stratégique de sécurité alimentaire. Et ainsi, protéger les populations contre un double choc : l'augmentation des prix des aliments et la pénurie découlant du refus des exportations par les producteurs.

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si le Gabon qui se nourrit des importations alimentaires doit produire. L'urgence est de soutenir, à très court terme (moins d'un an), la production agricole nationale afin d'avoir ce stock minimum. Car les prévisionnistes et les organismes internationaux sonnent l'alarme : la guerre en Ukraine pourrait plonger des millions de personnes dans la famine dans les prochains mois.

Selon les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012-2021, les prix des denrées alimentaires demeureront structurellement élevés au cours des dix prochaines années, c'est-à-dire jusqu'en 2032. Le Gabon ne saurait, sur 10 ans, se contenter d'un blocage des prix ou de subventionner, indirectement, les productions étrangères. En effet, depuis la flambée des prix des aliments en 2012, l'Etat renonce à 100 milliards FCFA de taxes et redevances douanières par trimestre, afin de maintenir relativement bas les prix d'un panier des denrées de première nécessité.

Pourtant, les Gabonais auraient pu être moins craintifs si les instructions du président de la République en matière de PPP et de production agricole avaient été concrétisées. À titre d'exemple, lors du Conseil des ministres du 10 juin 2021, un projet de

loi prévoyait la création d'une Chambre nationale d'agriculture (CNA) et l'achat des productions nationales.

" S'inscrivant dans la stratégie du gouvernement de soutenir la production nationale en garantissant un accès privilégié des produits locaux au marché, ce texte énonce le cadre d'obligation aux entreprises du secteur alimentaire de s'approvisionner localement à hauteur d'au moins 50 % de leurs stocks en produits agricoles naturels ou transformés ", indiquait le communiqué final dudit Conseil des ministres.

Question : où est cette production agricole pour honorer les 50 % d'achats prévus ? La question n'est plus de tergiverser dans la réflexion, mais d'agir vite. L'Etat dispose déjà d'un cadre juridique, des instruments institutionnels et financiers (Ordonnance sur les PPP, Plan d'accélération de la transformation, le Fonds gabonais d'investissements stratégiques, etc.) pour créer rapidement des joint-ven-



Photo : D.R

Malgré la formation des membres du gouvernement en 2018 sur les PPP, la mayonnaise tarde à prendre.

tures et soutenir la production agricole locale nationale. De plus, le nerf de la guerre est là : le ministre de l'économie a annoncé une enveloppe de 40 milliards de francs pour le PAT.

Une cellule PPP est fonctionnelle, mais les observateurs se demandent pourquoi le soutien aux producteurs nationaux

n'est pas une option prioritaire. L'usage des PPP dans le secteur agricole reste peu visible. Le 4 avril dernier, en recevant la Première ministre, le chef de l'État Ali Bongo Ondimba a réitéré l'urgence d'agir. C'est qu'il observe ce qui se passe ailleurs. À Lima au Pérou, par exemple, la hausse des prix et l'indisponi-

bilité des aliments ont entraîné des émeutes.

Il faut pour le Gabon répertorier les acteurs majeurs sérieux (Sotrader, Olam Palm, Sogada, coopératives, etc.) et soutenir les entreprises susceptibles de fournir les aliments de base, de la viande et du poisson. C'est une question de sûreté agricole.

Toujours dans l'attente d'un partenariat stratégique entre l'Etat et la Sogada

I.M'B.
Libreville/Gabon

L'UN des obstacles à la multiplication des entreprises agricoles et au décollage des filières avicole, porcine et aquacole au Gabon reste la disponibilité des aliments pour bétail à bon prix. L'aliment pour bétail plombe actuellement les comptes d'exploitation des aviculteurs et des éleveurs porcins. Tous les experts le disent : il faut produire du maïs et du soja localement.

De plus, les récentes restrictions des importations des denrées, la perturbation de la géopolitique de la vente des engrais et des céréales par les grands pays producteurs comme la Russie, la Chine, l'Arabie saoudite commandent que le Gabon explore sa capa-



Photo : D.R/L'Union

Hervé Patrick Opiangah veut relever le défi des aliments pour bétail.

cité à produire localement des céréales pour les aliments bétails. D'autant plus qu'un acteur local s'est porté candidat : la Société gabonaise de développement agricole (Sogada). En effet, lors du lancement de ses installations

industrielles avicoles, son président-directeur général, Hervé Patrick Opiangah, avait annoncé l'intention de la Sogada de se lancer dans la production à grande échelle du maïs, du soja en vue de produire des aliments pour

bétail (volailles, porcs, poissons d'élevage) pour le marché.

Sur ce point, la Sogada a choisi comme partenaire technique Koudijs, leader mondial des aliments pour animaux. Elle reste ouverte à toute collaboration avec les partenaires stratégiques, y compris l'État gabonais qui pourrait ainsi contribuer, via un PPP, à la naissance d'une filière stratégique au Gabon : celle des aliments pour bétails. Cela en entrant soit dans le capital, soit à travers une garantie souveraine permettant de lever des fonds à l'international. Ce qui répondra concrètement à la vision du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, de voir éclore une véritable filière des produits carnés.

Que reste-il à faire alors ?